

# **BÂTIMENT 78**

## **Fourniture, installation et montage de mobilier de bureau, de salle de reunion, de salle de conference et de convivialite**

marché n°SEB78-2025-01

**Marché de fournitures courantes et de services**

**Marché passé sous forme d'une procédure adaptée**

En application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**REPONSE ELECTRONIQUE OBLIGATOIRE**  
**DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS**

**17 MARS 2025 à 12 HEURES**

## SOMMAIRE

1.	Personne morale de droit public passant le marché .....	3
2.	Objet du marché .....	3
2.1.	Objet .....	3
2.2.	Allotissement .....	3
2.3.	Lieu d'exécution .....	3
2.4.	Durée de validité des offres .....	3
3.	Caractéristiques du marché .....	3
3.1.	Forme du marché .....	3
3.2.	Technique achat .....	3
3.3.	Montant de l'accord cadre .....	4
3.4.	Durée du marché et dates prévisionnelles d'exécution .....	4
3.5.	Variantes et prestations optionnelles .....	4
3.5.1.	Variantes .....	4
3.5.2.	Option .....	4
3.6.	Tranches conditionnelles .....	4
3.7.	Conditions de participations .....	4
4.	Documents contractuels .....	5
4.1.	Inapplicabilité des conditions générales de vente des prestataires .....	5
4.2.	Obligations du titulaire au regard de sa situation sociale et fiscale .....	5
5.	Prix .....	5
5.1.	Prix du marché .....	5
5.2.	Détermination du prix .....	6
5.3.	Révision - actualisation .....	6
5.4.	Clause butoir .....	7
5.5.	Clause de sauvegarde .....	7
6.	Claude de réexamen .....	7
7.	Sous traitance .....	7
8.	Facturation et paiements .....	7
8.1.	Présentation des demandes de paiement et envoi des factures .....	7
8.2.	Paiements .....	7
8.3.	Avance forfaitaire .....	8
8.3.1.	Avance forfaitaire versée au titulaire du marché .....	8
8.3.2.	Les avances versées aux sous-traitants .....	8
8.3.3.	Conditions de garanties pour le versement des avances .....	8
8.4.	Cessions ou nantissement de créance .....	8
9.	Assurances professionnelles .....	9
10.	Résiliation pour motif d'intérêt général .....	9
10.1.	Résiliation pour motif d'intérêt général .....	9
10.2.	Autres cas de résiliation .....	9
11.	Pénalités .....	9
12.	Conditions générales d'achat .....	9
12.1.	Secret professionnel et obligation de discrétion .....	9
12.2.	Correspondant attitré .....	9
12.3.	Personnel affecté aux prestations .....	10
13.	Juridictions compétentes .....	10
14.	Dérogation au ccag travaux .....	10

## 1. PERSONNE MORALE DE DROIT PUBLIC PASSANT LE MARCHÉ

SEB78  
2 avenue de la Préfecture  
CS 64204  
35042 RENNES CEDEX

Personne Responsable des Marchés / Signataire/ Ordonnateur

Monsieur le Président

Comptable assignataire des paiements

Monsieur le Trésorier

## 2. OBJET DU MARCHÉ

### 2.1. OBJET

Le présent marché a pour objet la fourniture, l'installation, le montage de mobilier de bureau, de salle de réunion, de salle de conférence, de convivialité, destinés à l'aménagement du Bâtiment 78, lieu totem de l'industrie décarbonée.

La description des prestations attendues est précisée dans le Cahier des Charges.

### 2.2. ALLOTISSEMENT

La consultation est allotie en 6 lots :

lot 1 - mobilier de bureau pour les espaces du gestionnaire et de l'accueil

lot 2 - mobilier de salle de réunions et espaces formation

lot 3 - mobilier de convivialité

lot 4 - mobilier d'espace de co working

lot 5 - mobilier de salle de conférence

lot 6 - mobilier de salle d'idéation

Les candidats pourront remettre une offre pour chacun des lots.

### 2.3. LIEU D'EXECUTION

France, Région Bretagne, Ille et Vilaine ; Chartres de Bretagne

Coordonnées GPS :

Code NUTS : FRH03.

### 2.4. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

La durée de validité des offres est fixée à 120 jours, à compter de la date limite de réception des offres.

## 3. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

### 3.1. FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est un marché de fournitures courantes et de services selon la procédure du marché à procédure adaptée.

Ce marché est un marché soumis aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique.

### 3.2. TECHNIQUE ACHAT

Sans objet

### **3.3. MONTANT DE L'ACCORD CADRE**

Sans objet

### **3.4. DUREE DU MARCHÉ ET DATES PRÉVISIONNELLES D'EXECUTION**

Le marché est d'une durée ferme de 9 mois.

Le planning d'exécution des prestations est le suivant :

- Date prévisionnelle de notification du marché : 2<sup>ième</sup> trimestre 2025
- Date prévisionnelle de début des prestations : 2<sup>ième</sup> trimestre 2025
- Date de livraison des prestations : 2<sup>ième</sup> trimestre 2025
- Date de fin de marché : 31 décembre 2025

### **3.5. VARIANTES ET PRESTATIONS OPTIONNELLES**

Une variante est la possibilité de présenter une solution alternative à celle définie dans le CCTP.

Une option est une prestation supplémentaire à la solution de base définie dans le CCTP.

Le candidat répondra obligatoirement à l'offre de base.

Les exigences minimales que les offres doivent respecter sont stipulées dans le cahier des clauses techniques particulières

L'offre variante et l'option doivent répondre au besoin de l'acheteur et être conforme à la réglementation en vigueur.

Les variantes et les options sont clairement identifiées comme telles dans la proposition du candidat

#### **3.5.1. VARIANTES**

Le candidat répondra obligatoirement à l'offre de base.

Les exigences minimales que les offres doivent respecter sont stipulées dans le cahier des clauses techniques particulières

Le candidat pourra proposer une offre variante pour chacune des références de mobilier renseignées sur le descriptif technique.

Seules les variantes portant sur du matériel reconditionné sont autorisées. Le candidat n'est pas obligé de proposer un matériel reconditionné pour chacune des références. Son offre variante peut contenir un panachage de mobiliers et matériels neufs et reconditionnés

La variante devra intégrer les éventuelles incidences techniques et financières générées sur les autres lots. La SAS SEB78 se réserve le droit d'accepter ou non la variante proposée.

#### **3.5.2. OPTION**

Le marché ne prévoit pas de prestations supplémentaires ou options.

Le candidat ne pourra pas proposer de prestations supplémentaires ou options.

### **3.6. TRANCHES CONDITIONNELLES**

sans objet

### **3.7. CONDITIONS DE PARTICIPATIONS**

Sans objet

## 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par arrêté du 30 mars 2021
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

### 4.1. Inapplicabilité des conditions générales de vente des prestataires

Les conditions générales de vente des entrepreneurs, fournisseurs et prestataires ne s'appliquent pas au présent marché.

Des clauses particulières de vente peuvent être présentées avec l'offre. Ces conditions seront jugées dans la valeur technique de l'offre. Il est ici précisé que ces clauses particulières peuvent être refusées ou négociées en totalité ou partie.

### 4.2. Obligations du titulaire au regard de sa situation sociale et fiscale

Le titulaire remet tous les 6 mois et ce jusqu'à la fin du marché, les pièces mentionnées aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail.

## 5. PRIX

### 5.1. Prix du marché

Les prix du marché sont des prix fermes et mixtes :

- Ils sont unitaires pour les éléments de rémunérations suivants :
  - mobiliers
- Ils sont forfaitaires pour les éléments de rémunérations suivants :
  - livraison
  - montage
  - enlèvement des déchets
  -

L'unité monétaire est l'Euro, les prix sont exprimés hors T.V.A et toutes taxes comprises. La taxe sur la valeur ajoutée appliquée est celle en vigueur lors de l'exécution des prestations.

Conformément à l'article R2142-24 du Code de la Commande Publique, pour les candidats se présentant en groupement, l'un des opérateurs économiques du groupement désigné comme mandataire dans l'offre, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis du Maître d'ouvrage. Ce mandataire coordonne l'ensemble des prestations des membres du groupement ainsi que les paiements au groupement.

Si le groupement est conjoint, tous les membres du groupement signent l'acte d'engagement. En ce cas, il est indiqué, dans l'annexe relative aux groupements d'entreprise, le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois « mois zéro » correspondant à la date limite de remise des plis de la présente consultation.

Un prix ferme est un prix invariable pendant la durée du marché

Néanmoins, lorsqu'un marché de travaux ou un marché de fournitures et de services autres que courants est conclu à prix ferme, ses clauses doivent prévoir les conditions de son actualisation

## **5.2. Détermination du prix**

Le candidat est réputé avoir pris en considération toutes les sujétions nécessaires à l'exécution des prestations et travaux demandés par la CCI Ile et Vilaine et en particulier :

- Avoir pris tous les renseignements complémentaires qu'il jugeait utiles auprès de la CCI Ile et Vilaine et auprès de tous services et autorités compétentes ;
- Avoir apprécié exactement les conditions d'exécution des prestations et travaux, s'être rendu compte parfaitement de leur nature, leur importance et leur particularité ;
- Avoir posé toutes questions utiles préalablement au dépôt de son offre ;

En conséquence, les prix du présent marché incluent toutes les taxes, charges et assurances, et, d'une manière générale, tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution des prestations et notamment :

- la main d'œuvre et les frais de déplacement ;
- la mise à disposition du matériel et l'ensemble des coûts liés à la réalisation des prestations (fourniture, livraison, déballage, montage, mise en place, fixation des éléments entre eux, vérification du bon fonctionnement des équipements, évacuation des emballages et déchets) ;
- les frais liés à l'élimination des déchets dans le respect des normes en vigueur ;
- les frais d'assurance ;
- les frais liés à l'application de la réglementation en termes d'hygiène, de sécurité et de protection des travailleurs ;
- les frais liés aux mesures devant éventuellement être prises par le titulaire pour respecter les obligations de respect des règles de sécurité ou de confidentialité sur certains sites.

Aussi, il s'engage ou engage le groupement dont il est mandataire, sans réserve, conformément aux dispositions émises tant par le marché que par les documents et textes qui y sont visés et/ou annexés, à exécuter le marché tel que défini dans ces pièces et son offre.

## **5.3. Révision - actualisation**

Le marché étant un marché de fournitures et de services autre que courants, Il est actualisable selon les dispositions du Code de la Commande Publique.

Les modalités d'actualisation des prix fermes sont prévues aux articles R. 2112-10 à R. 2112-12 du code de la commande publique

Les prix fermes sont actualisés dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur à la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre. Cette date correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire.

En cas de procédure mettant en œuvre une négociation ou de dialogue compétitif, donnant lieu à la remise de plusieurs offres, la date à prendre en compte est la date de remise de l'offre finale par le titulaire

Les prix sont actualisables par application au prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$\text{Prix actualisé} = p_0 \times (I_n / I_0)$$

Où :

Po : Prix HT initial de l'offre au mois M0

Mois M0 : prix HT à la date limite de remise de l'offre fixée au règlement de consultation

In : Dernier indice définitif connu au moment du calcul de la révision des prix

Io : Dernier indice définitif connu au moment de l'offre initiale

L'indice retenue est l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 31-01 - meubles de bureau et de magasin. Les valeurs de l'indice sont publiées par l'INSEE et référencées sous l'identifiant n°010764262.

La dernière valeur connue de l'indice est de 120.50 (p) (valeur janvier 2025)

Aucune actualisation de prix ne pourra être supérieure à 2 %

#### **5.4. Clause butoir**

Sans objet

#### **5.5. Clause de sauvegarde**

Sans objet

### **6. CLAUDE DE REEXAMEN**

En application de l'article R2194-1 et suivants du code de la commande publique, le marché peut être modifié, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Des fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas le marché
- Intégration de prestations nouvelles ou fourniture de nouveau matériel nécessaires à l'objet du présent marché
- Ajustement de la durée du marché ou des coûts de la prestation, en raison de paramètres non prévisibles à la date de contractualisation
- Modifications de faible montant
- Modifications non substantielles, quels qu'en soit le montant

La clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite de la SAS SEB78 et est notifiée au titulaire par avenant.

### **7. SOUS TRAITANCE**

La sous traitance totale du marché n'est pas autorisée

Le titulaire peut sous traiter l'exécution de certaines parties des travaux, sous réserve d'obtenir préalablement l'agrément de la SAS SEB78.

Le titulaire du marché adresse la demande de sous traitance en transmettant l'imprimé DC4 dûment signé et accompagné de l'ensemble des pièces requises.

Ces documents doivent impérativement parvenir à la SAS SEB78 15 jours avant tout début d'intervention du sous-traitant.

### **8. FACTURATION ET PAIEMENTS**

#### **8.1. Présentation des demandes de paiement et envoi des factures**

La transmission des demandes de paiement se fait par voie postale uniquement, à l'adresse suivante :

SEB78  
2 avenue de la Préfecture  
CS 64204  
35042 RENNES CEDEX

Il doit être établi une facture par commande.

Outre les mentions légales, les factures comportent :

- L'intitulé du marché, sa date et son numéro de marché ;
- La référence du bon de commande (DA n°xxx) ;

L'exactitude des mentions ci-dessus listées conditionne le règlement des prestations

#### **8.2. Paiements**

Les paiements se font par virement. A cet effet, le titulaire fournira un RIB.

Les paiements sont effectués après réception de la commande

Le délai global de paiement est de 30 jours conformément à la réglementation applicable aux marchés publics.

### **8.3. Avance Forfaitaire**

#### **8.3.1. Avance forfaitaire versée au titulaire du marché**

Il est fait application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG.

Sauf en cas de refus du Titulaire indiqué à l'acte d'engagement, si les conditions de montants et de durée d'exécution du marché sont réunies, la SAS SEB78 versera une avance prévue par les articles L. 2191-2 et R.2191-3 du code de la commande publique dans les conditions définies ci-dessous.

En application de l'article R2191- 7 du Code de la Commande Publique,

- Lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du marché.
- Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.

La part de l'avance versée à chaque membre du groupement est rapportée au montant identifié dans la répartition financière indiquée à l'acte d'engagement et détaillée en annexe financière.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à compter de la notification du marché. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le bénéficiaire de l'avance, au titre du marché, atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées. Ce remboursement est terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le maître d'œuvre atteint 80% du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées.

#### **8.3.2. Les avances versées aux sous-traitants**

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, dans les conditions prévues aux articles R. 2193-17, R. 2193-18 et R. 2193-19 du code de la commande publique.

Le Titulaire transmet immédiatement à la SAS SEB78 la demande de versement émise par le sous-traitant. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent au titulaire conformément à l'article R. 2193-20 du code de la commande publique.

#### **8.3.3. Conditions de garanties pour le versement des avances**

La SAS SEB78 conditionne le versement de l'avance à la constitution d'une garantie à première demande portant sur la totalité du montant de l'avance. Cette garantie à première demande doit être conforme au modèle annexé à l'Arrêté du 22 mars 2019 fixant les modèles de garantie à première demande et de caution personnelle et solidaire pris en application des articles R 2191-37 et R2391-25 de Code de la commande publique.

A défaut, le versement de l'avance ne sera pas effectué, le délai de paiement ne pouvant alors courir.

### **8.4. Cessions ou Nantissement de créance**

En cas de nantissement ou de cession de créance et sur la demande du Titulaire du marché, il sera délivré, sur demande expresse, par la SEB78 un certificat de cessibilité.

Il est précisé qu'à défaut de notification ou signification conforme aux dispositions réglementaires en vigueur et en particulier à la réglementation applicable aux marchés publics et au code monétaire et financier, de la cession par l'organisme bénéficiaire de la cession, la cession sera inopposable à la SEB78. En ce cas, le



paiement sera effectué entre les mains du Prestataire. En particulier, aucun paiement ne sera effectué entre les mains d'un tiers au marché à défaut de notification ou signification à la SEB78 de l'original du certificat de cessibilité

## **9. ASSURANCES PROFESSIONNELLES**

Préalablement à tout début d'exécution du marché, le titulaire devra justifier :

- de sa couverture au titre de la responsabilité civile ;
- de sa couverture au titre de la responsabilité professionnelle en cas de dommage en cours d'exécution du marché ;

## **10. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL**

### **10.1. Résiliation pour motif d'intérêt général**

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS

En cas de résiliation pour un motif d'intérêt général et, il n'y aura pas lieu à versement d'une indemnité de résiliation au profit du titulaire.

Seules, les prestations réalisées avant la date d'effet de la résiliation seront réglées.

### **10.2. Autres cas de résiliation**

Il est fait application des dispositions du CCAG

## **11. PENALITES**

Conformément aux dispositions du CCAG, il est fait application d'une pénalité de retard ainsi calculée :

- Pénalité de retard : 100 € par jour ouvré de retard plafonné à 20% du montant de la commande

Les pénalités ne sont pas assujetties à TVA, les documents les constatant indiquent clairement leur nature de pénalité ;

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure.

Par dérogation aux dispositions du CCAG, le titulaire sera soumis aux pénalités même si leur montant total est inférieur à 1 000 euros ;

## **12. CONDITIONS GENERALES D'ACHAT**

### **12.1. Secret Professionnel et obligation de discrétion**

Les candidats et le titulaire du marché sont tenus à une obligation de confidentialité et de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, documents de tout ordre, décisions dont ils auront connaissance au cours du présent marché. Ils s'interdisent toute divulgation à des tiers quelle que soit la forme de celle-ci et notamment toute communication orale ou écrite sur les activités de la SEB78 et des occupants du site.

### **12.2. Correspondant attitré**

Afin de faciliter l'exécution du marché et pour assurer le suivi de qualité, le titulaire du marché s'engage à mettre à disposition de la SEB78, un référent et à fournir les coordonnées précises de cette personne (nom, adresse, fax...).

Toutes les notifications (notamment celles contenant des ordres de service ou bons de commande) pourront être effectuées par voie électronique ou télécopie, en donnant lieu à accusé réception. Elles seront valablement effectuées à l'attention du correspondant attitré.

### **12.3. Personnel affecté aux prestations**

Le titulaire met en œuvre toutes les actions nécessaires afin que le personnel qu'il fait intervenir sur les sites de la SEB78 soit parfaitement qualifié et formé. Sur simple demande de celle-ci, il produit la preuve des qualifications de ses personnels.

## **13. JURIDICTIONS COMPETENTES**

Les parties au marché désignent comme juridiction compétente pour connaître de toutes contestations liées au présent marché public le Tribunal Administratif de Rennes, Ille et Vilaine, France.

## **14. DEROGATION AU CCAG TRAVAUX**

Les dérogations des pièces du marché au CCAG

Articles du CCAP dérogeant au CCAG	Articles du CCAG auquel il est dérogé
10	14